



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
E'mail : communistes@sitecommunistes.org

14/09/2023

Aucun compromis, une lutte intransigeante contre l'austérité du gouvernement et du patronat

Les salariés, les consommateurs, les familles, les retraités, les jeunes... tous trinquent !

*Augmentation de l'électricité: 10 % en juillet (15 % en début d'année), fortes hausses des fournitures scolaires, celles des produits alimentaires se poursuivent ! Le prix du carburant a 1,99 € le litre ! La taxe foncière subit une hausse de 7,1 % voire plus selon les communes.

*Se soigner coûtera encore plus cher : l'augmentation du reste à charge lié aux soins pour l'ensemble des patient·es ; avec le doublement de la franchise médicale assortie d'une modification du plafond de reste à charge ; de 50 centimes à 1 euros pour chaque achat d'une boîte de médicament remboursée ; le doublement de la participation forfaitaire, de 1 à 2 euros pour chaque consultation chez le médecin.

*En catimini, le gouvernement a décidé de supprimer le droit aux Chèques vacances aux agents retraités de l'État à compter du 1er octobre 2023, décision qui s'inscrit dans le projet de loi de finances 2024, qui prévoit pour les ministères une baisse de 5 % des crédits.

*L'inflation soutenue (les prix alimentaires s'établissent encore à 11,1% sur un an), les salaires pensions, bourses d'études ne suivent pas. Le coût record de la rentrée étudiante, devrait dépasser les 3.000 euros en moyenne. La précarité et la misère deviennent concrètes pour des secteurs de plus en plus larges du monde du travail et de la population.

*Les annonces de chiffres sur l'état de la pauvreté en France s'enchaînent⁽¹⁾ : près d'une personne sur cinq vit à découvert, une personne sur deux a des difficultés à se soigner, payer ses factures d'énergie ou à acheter des produits frais, une personne sur trois se prive d'au moins un repas par jour.

Le capitalisme est une machine à fabriquer de la pauvreté.

Face à cette situation, Bruno Le Maire « *récuse cette idée qu'il y a un appauvrissement de la société française* ». Il est au service du capital. « *La société se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat* » écrivait Marx. C'est encore plus vrai aujourd'hui. Le ministre de l'Économie et des Finances avait déjà tenté de rassurer, lundi matin, le monde des affaires sur la stabilité de la politique économique et fiscale du gouvernement.

Fin août, le patronat a donné sa feuille de route au gouvernement. Dans un message vidéo adressé aux patrons réunis pour la réunion de rentrée du Medef, Macron rassure : « *Vous savez que vous avez un président et un gouvernement qui, quand ils s'engagent sur des choses, le font* ». Elisabeth Borne a promis que la politique restera « *pro-business* » comme elle l'est « *depuis 2017* ». Bruno Le Maire donne des garanties sur l'absence de hausses d'impôts, la diminution d'impôt de production continuera jusqu'à la fin du quinquennat, la suppression de la CVAE⁽¹⁾ est annulée : 1 milliard d'euros vont continuer de profiter à 300 000 entreprises.

Les profits pour 2023 sont historiques⁽²⁾. (voir article hebdo 837)

Cette offensive du patronat contre nos conditions d'existence et nos salaires sont un des principaux sujets de discussion dans le pays. Les raisons de la colère n'en finissent pas de grandir, pourtant, les directions syndicales privilégient le dialogue social au lieu de construire une riposte d'ensemble.

Interrogée par le journal *Le Monde* Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT⁽⁴⁾, explique que « *nos interlocuteurs privilégiés, ce sont les employeurs. Nous nous adressons à eux en priorité pour tirer vers le haut la situation des travailleurs au quotidien, et c'est avec eux qu'il faut négocier pour tenter de trouver des compromis.* » De même sur la question des salaires : « *La question salariale se traite d'abord dans les entreprises et dans les branches professionnelles.* ». Elle ne fait que reprendre ce qui existe déjà : les NAO (Négociations Annuelles Obligatoires). Aucune perspective de plan de bataille national interprofessionnel

contre le gouvernement et le patronat. Cette rentrée a débuté par des rencontres bilatérales entre Macron et Sophie Binet et Marylise Léon... « *Conférence sociale* », négociations sur l'assurance-chômage, voilà les perspectives prioritaires des syndicats.

L'ensemble des forces politiques ayant un groupe au Parlement ont accepté d'échanger avec Macron, choisissant de répondre à son l'appel et cautionnant l'opération.

La vitalité de la lutte des classes en France.

De la grève des raffineurs il y a un an, aux soulèvements dans les quartiers populaires en passant par la bataille des retraites et la bronca contre Macron au coup d'envoi de la coupe du monde de rugby, tout cela montre l'immense force sociale des travailleurs et des classes populaires.

Il y a des luttes, il faut qu'elles se développent partout pour qu'un mouvement puissant se crée, pour faire reculer gouvernement et patronat.

Il faut un plan de bataille qui se fixe l'objectif de mettre un coup d'arrêt à cette offensive brutale contre nos conditions de vie et d'existence et être à l'offensive face au gouvernement et au patronat. D'où la nécessité de revendiquer une hausse immédiate des salaires, pensions et bourses et leur indexation sur l'inflation, revendiquer la retraite à 60 ans, 55 ans pour métiers pénibles... Les manifestations du 23 septembre contre les violences policières ou du 13 octobre de l'intersyndicale⁽⁵⁾ sont des points d'appui pour la construction d'un rapport de force, mais insuffisant. Il faut rompre avec toute forme de « *dialogue social* » et construire une stratégie visant à unifier l'ensemble des salariés. L'importance de la lutte est décisive, elle doit se développer dans les entreprises, les services publics, dans les manifestations... Il est indispensable que le mécontentement, le rejet de cette politique s'exprime encore plus vite et plus fort dans les luttes sociales mais il faut aussi qu'il prenne corps dans la lutte politique contre le capital, dans le renforcement des idées révolutionnaires. Les multinationales possèdent le pouvoir, Président et gouvernement sont au service de ces sociétés capitalistes, organisant l'exploitation des travailleurs et du peuple, le pillage des richesses de la nation créées par les salariés. Tant qu'ils seront exclus de tout pouvoir politique et économique, rien ne se passera de fondamental. La France a des moyens: richesses produites, capacités économiques, financières, techniques, culturelles. La lutte politique contre le capital, jusqu'à l'abattre pour imposer un changement fondamental de société dans notre pays est incontournable.

(1) Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises

(2) Un rapport du Conseil économique, social et environnemental régional (Ceser) de la Nouvelle-Aquitaine écrit que plus d'un tiers des habitants de cette région vivraient en dessous d'un niveau de vie « décent », soit plus de 2 millions de personnes...

(3) Se sont les mêmes qui tirent profit de l'inflation, Zara (vêtement) a dégagé l'an dernier le bénéfice le plus élevé de son histoire. Le géant espagnol de l'habillement bon marché a engrangé 4,13 milliards d'euros de profits net, soit une hausse de 27% par rapport à 2021 (3,24 milliards).

(4) Laurent Berger Secrétaire général de la CFDT jusqu'en juin entrera au Crédit Mutuel Alliance Fédérale. La trajectoire de Laurent Berger n'est pas une exception. Il ne fait qu'imiter ces prédécesseurs (pas seulement à la CFDT). François Chérèque est devenu président du think tank Terra Nova et avait été nommé par le gouvernement à l'Agence du Service Civique. Nicole Notat, quant à elle avait créé une société de notation des entreprises ou encore dirigé pour le gouvernement : le Ségur de la Santé. Lorsque l'on sert fidèlement le capital, celui-ci sait remercier les services rendus.

(5) Le communiqué appelle à « *une journée de mobilisation et manifestation* », sans mentionner le mot grève.